

POLIQVIN, Laurent (2017) *De l'impuissance à l'autonomie. Évolution culturelle et enjeux identitaires des minorités canadiennes-françaises*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 352 p. [ISBN 978-2-897440541]

Arnaud Decroix

Volume 30, Number 1, 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1045602ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1045602ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Presses universitaires de Saint-Boniface (PUSB)

ISSN

0843-9559 (print)

1916-7792 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Decroix, A. (2018). Review of [POLIQVIN, Laurent (2017) *De l'impuissance à l'autonomie. Évolution culturelle et enjeux identitaires des minorités canadiennes-françaises*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 352 p. [ISBN 978-2-897440541]]. *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, 30(1), 215–218. <https://doi.org/10.7202/1045602ar>

COMPTE RENDU BIBLIOGRAPHIQUE

POLIQVIN, Laurent (2017) *De l'impuissance à l'autonomie. Évolution culturelle et enjeux identitaires des minorités canadiennes-françaises*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 352 p. [ISBN 978-2-897440541]

Force est de constater qu'en 2017, le cinquantième anniversaire des États généraux du Canada français n'a pas suscité l'intérêt universitaire ou médiatique auquel on aurait pu s'attendre. Pourtant, cet événement est considéré, à bien des égards, comme déterminant pour l'identité francophone du pays. C'est du 23 au 26 novembre 1967 que se réunirent à Montréal environ 1 700 personnes provenant de l'ensemble du Canada pour participer à cette session des États généraux du Canada français. Or, aux yeux d'un grand nombre d'observateurs, cette rencontre, durant laquelle les délégués présents adoptent une résolution relative au droit à l'autodétermination du peuple canadien-français sur le territoire du Québec, marquerait aussi la fin de la traditionnelle identité canadienne-française. Désormais, celle-ci apparaît péjorative pour de nombreux Québécois, qui y voient un renvoi à leur appartenance minoritaire. Mais plusieurs questions ne manquent pas de se poser. Ainsi, cette rupture est-elle une conséquence de la seule attitude des délégués québécois? Le Québec a-t-il abandonné les francophones des autres provinces au profit de sa propre construction identitaire? Qu'en était-il de la réalité de cette nation canadienne-française avant 1967? Sur quels liens de solidarité reposait celle-ci?

L'ouvrage *De l'impuissance à l'autonomie. Évolution culturelle et enjeux identitaires des minorités canadiennes-françaises* (Prise de parole, 2017) présente l'avantage de suivre de près la lente dissolution de la nation canadienne-française bien avant cette crise de 1967. Ce livre de Laurent Poliquin est issu d'une

thèse de doctorat soutenue à l'Université du Manitoba et se présente sous la forme de trois chapitres. Le premier, intitulé *Un peuple à l'assaut*, repose sur l'analyse du discours journalistique dans le contexte de la crise scolaire, à la suite de l'adoption du Règlement XVII (1912) et de la loi Thornton (1916). Le deuxième chapitre, qui s'intitule *La fin des accointances*, examine le contenu de plusieurs périodiques tant de l'Ouest (*Le Patriote de l'Ouest* et *La Liberté*) que du Québec (*Le Devoir*) au début des années 30 afin de percevoir les effets de la crise économique sur les solidarités nationales. Enfin, le dernier chapitre, *Se suffire à soi-même*, revient sur l'analyse du discours à la fin de la seconde Guerre mondiale.

Dès l'introduction de l'ouvrage, Laurent Poliquin souligne, à la suite notamment des travaux de Linda Cardinal et Marcel Martel, que «la rupture du Canada français ne s'est pas élaborée en un seul jour, mais s'est consommée au terme de discontinuités dans l'histoire du Canada» (p. 8). Celles-ci paraissent même dominer cette évolution même si l'auteur reconnaît aussi l'existence de moments particulièrement fédérateurs pour les francophones canadiens. Il en est ainsi des mobilisations à la suite de la pendaison de Louis Riel, en 1885, ou de celles qui suivent la remise en cause de l'enseignement en français¹. Toutefois, ces épisodes rassembleurs, qui cristallisent la défense d'une francophonie nationale, ne suffisent pas, selon Laurent Poliquin, à cacher les fragilités de l'identité canadienne-française. Ses contours eux-mêmes peuvent susciter des interrogations légitimes. Par exemple, le rattachement ou non de l'Acadie à la nation canadienne-française continue de faire débat (p. 19)². À ces difficultés à circonscrire avec précision cette identité s'ajoute aussi l'apparition de plusieurs crises qui ont pour effet de diluer les efforts de solidarité. Pour Laurent Poliquin, ces tensions au sein de l'identité canadienne-française apparaissent même assez tôt. Ainsi, la crise des années 30 accentuerait, selon lui, «le désintérêt des Canadiens français du Québec pour les minorités canadiennes-françaises». En réaction, celles-ci favoriseraient alors «des formes d'autodétermination culturelle et sociale en rupture avec le modèle d'un Canada français uni et homogène» (p. 132-133). C'est la raison pour laquelle, dès cette époque, apparaissent des appellations locales distinctes qui s'émancipent d'une identité canadienne-française commune. Par exemple, la première occurrence du terme «Franco-Ontarien» remonterait à

1918, avec un usage plus régulier à partir des années 1930, celle de «Franco-Albertain» émergerait en 1928 tandis que celles de «Franco-Manitobain» et de «Franco-Colombien» apparaîtraient en 1930 et 1945 (p. 152, note 27). Par conséquent, des spécificités territoriales s'affirmeraient assez tôt et justifieraient l'emploi de qualificatifs spécifiques, distincts de l'appartenance à une même nation canadienne-française. Ainsi, lors d'un séjour effectué au Manitoba en 1928, Lionel Groulx note lui-même «la naissance d'un régionalisme légitime en soi, mais qui inclinait à mal supporter la collaboration des Québécois». Par conséquent, la dissolution de cette identité commune ne tiendrait pas seulement à «l'abandon» du Québec mais aussi à des prétentions locales qui se manifestent, en définitive, assez tôt. Pour Laurent Poliquin, ce constat mériterait d'être poussé encore plus loin. Ainsi, l'auteur soutient que «la rupture du Canada français est entamée dès la crise scolaire en Acadie en 1871, lors de celle au Manitoba en 1890 et surtout après la pendaison de Louis Riel en 1885» (p. 246-247). Dans ces conditions, une question surgit naturellement: la nation canadienne-française a-t-elle jamais existé? Au-delà d'un sentiment d'appartenance à une langue et à une religion communes, les Canadiens-français sont-ils parvenus à former une nation distincte? Les mobilisations qui entourent la mort de Louis Riel ou la crise scolaire constituent essentiellement des réactions à des politiques décidées par les gouvernements fédéral ou provinciaux. Mais, incapables de peser durablement sur ces institutions ou d'en influencer les politiques, les Canadiens français peinent à dégager des principes d'action communs. Plusieurs événements, dont la crise des années 30, mettent aussi à mal la solidarité qui pourrait exister entre eux. Ainsi, loin d'apparaître comme une rupture brutale, les États généraux de 1967 ne font-ils peut-être que consacrer ce constat d'éloignement, les identités provinciales ayant progressivement pris le pas sur l'appartenance nationale commune.

L'ouvrage de Laurent Poliquin s'inscrit pleinement dans le cadre d'un renouveau historiographique qui, depuis quelques années, remet en question les grandes ruptures historiques. Ainsi, à la suite de travaux qui relativisent par exemple le caractère soudain de la Révolution tranquille³, Laurent Poliquin s'appuie sur le temps long pour replacer son analyse de l'évolution des «minorités canadiennes-françaises». Pour y parvenir, il s'est notamment appuyé sur une masse

considérable de documents, principalement des articles de journaux, et tente d'établir des parallèles entre communautés. L'ampleur de la tâche force l'admiration. À la lecture, on sent aussi la difficulté à saisir les lignes forces de ces communautés aux liens à la fois étroits et ténus. La réflexion identitaire menée par Laurent Poliquin mériterait encore d'être prolongée dans le contexte actuel où plusieurs organismes viennent de procéder à des changements de dénominations⁴. Au-delà d'un simple changement sémantique, on peut y voir aussi le désir déjà ancien de mieux refléter les mutations que vivent les communautés francophones en situation minoritaire. L'ouvrage de Laurent Poliquin permet précisément de mieux saisir la dimension à la fois historique et culturelle de ces dernières.

NOTES

1. Cette volonté de restreindre l'usage de la langue française dans les écoles élémentaires se manifeste dès 1871 au Nouveau-Brunswick, en 1905 en Alberta, en 1912 en Ontario avec l'adoption du Règlement XVII, en 1916 au Manitoba avec la loi Thornton et en 1931 en Saskatchewan.
2. Dès 1927, dans *Le Devoir*, Omer Héroux distinguait déjà les Acadiens des Canadiens-français et des Franco-Américains.
3. Michael Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Fides, 2008.
4. La Société franco-manitobaine (SFM) est ainsi devenue, en 2017, la Société de la francophonie manitobaine (SFM) tandis que le Regroupement des éditeurs canadiens-français (RECF) est devenu, cette même année, le Regroupement des éditeurs franco-canadiens (REFC).

Arnaud DECROIX